

«Personne n'aimerait être à la place de Zelensky»



Ignazio Cassis, président de la Confédération et chef du Département fédéral des affaires étrangères.

● Le temps d'un sommet, le président de la Confédération Ignazio Cassis s'est retrouvé au cœur de la politique internationale. Il livre ses impressions et ses attentes vis-à-vis de l'UE.

TEXTES: FLORENT QUIQUEREZ, BERNE
florent.quiquerez@lematindimanche.ch
PHOTOS: YVAIN GENEVAY

Mardi soir, quand les lumières de la Conférence sur la reconstruction de l'Ukraine se sont éteintes, qu'avez-vous fait?

Je suis rentré chez moi. L'adrénaline est tombée d'un coup. J'ai soupé avec mon épouse. Tout de suite après, je me suis couché. J'étais épuisé.

Pensez-vous que les principes de Lugano resteront dans les livres d'histoire?

Je l'espère. Ce serait un bon signe pour la diplomatie suisse et un signe d'espoir pour l'Ukraine. Cela signifierait que nous avons vu très tôt, avant même que la guerre ne se termine, le bon chemin pour la reconstruction.

C'est un pari que vous avez fait de maintenir cette conférence en pleine guerre. Avez-vous douté?

Ce fut un challenge. Un challenge au sein du Département, à l'intérieur de la Suisse, mais aussi à l'étranger. Cette guerre nous a beaucoup insécurisés, mais j'ai toujours refusé de stopper l'exercice. La décision de continuer, je l'ai prise avec le président Zelensky au téléphone à la mi-avril. Ça nous a émotionnellement beaucoup rapprochés. Nous savions tous deux que le pari était osé.

Les retours sont positifs. Mais les critiques ont été fortes. Est-ce qu'elles vous ont blessé?

Dans un pays démocratique qui connaît la liberté de la presse, certaines choses vous plaisent, d'autres moins. Ce n'est pas uniquement lié à cette conférence: le débat autour de la neutralité, le siège au Conseil de sécurité de l'ONU, les relations Suisse-UE, à chaque fois vous entendez tout et son contraire.

Quel moment vous a le plus marqué?

Le dîner informel de préparation, dimanche soir, avec le premier ministre Shmyhal, son équipe et le président du Parlement. Ils nous ont raconté leur vision de ce qui se passait là-bas, les atrocités qu'ils ont vues. Avoir face à vous des gens qui savent appréhender la réalité, tout en apportant une dimension très personnelle en évoquant le sort de leur épouse, de leurs enfants; d'un point de vue émotionnel, c'est prenant.

Et quand vous avez lancé la conférence, qu'avez-vous ressenti?

Ça a aussi été très fort. Il y avait Volodymyr Zelensky en ligne, Ursula von der Leyen devant moi. Et je ne savais pas ce qu'elle allait dire.

Avez-vous pu débriefer avec le président Zelensky depuis?

Non, pas encore.



Mais vous avez eu des retours de Kiev?

J'ai débriefé avec le premier ministre et le président du Parlement. Ils nous ont remerciés très chaleureusement. Pour eux, deux choses étaient importantes. D'abord, savoir que les principes de la reconstruction étaient désormais ancrés pour la communauté internationale. Ensuite, le côté opérationnel: qui va faire quoi et comment? Une première discussion plus discrète s'est tenue en marge de la conférence. Ils savaient alors que la planification de la reconstruction allait pouvoir commencer tout de suite. Pour nous aussi, c'est enthousiasmant: ce que nous préparons depuis des mois servira concrètement à la population ukrainienne.

«Avec le président Zelensky, nous savions tous deux que le pari de cette conférence était osé. Ça nous a émotionnellement beaucoup rapprochés.»

Ignazio Cassis

Le défi de la corruption est crucial. Les garde-fous sont-ils suffisants?

Il n'y a pas encore de règles précises. Mais à Lugano, on a inscrit des principes. On ne pourra donc pas les ignorer. Pour le premier ministre ukrainien, une des possibilités pour réduire le risque, c'est la numérisation. Selon lui, elle permet d'éviter de nombreuses interventions humaines, qui sont en grande partie la cause de la corruption. Depuis cinq ans, beaucoup de réformes ont aussi été menées, mais il reste des problèmes. Il ne faut jamais oublier que ce pays n'a retrouvé son indépendance que depuis trente ans et qu'il y a encore beaucoup de pauvreté.

La Conférence de Lugano a-t-elle mis la Suisse un peu plus encore dans le camp de l'Ukraine? Ou, dit autrement, l'a-t-elle éloignée un peu plus encore de la Russie?

Je ne pense pas. Notre position est claire depuis la reprise des sanctions de l'UE. Nous avons choisi notre camp, celui des valeurs occidentales. Nous savions qu'il y aurait des répercussions négatives et qu'il y aurait un grand débat autour de la compréhension de notre neutralité.

Pourtant, reprendre les sanctions de l'UE, la Suisse le fait presque toujours. Pourquoi cette décision a-t-elle suscité un tel tollé?

Parce que c'est la Russie. En 2014, lors de l'invasion de la Crimée, la Suisse a choisi de ne pas reprendre les sanctions, mais de garantir que notre pays ne soit pas utilisé pour les contourner. Cette position plus nuancée avait été prise pour maintenir les canaux diplomatiques avec Moscou. Mais aujourd'hui on est dans une autre dimension. On ne parle plus d'un conflit territorial, mais de l'invasion militaire d'un pays souverain par un autre.



La Suisse a-t-elle reparlé avec la Russie depuis la fin du sommet?

Notre ambassade à Moscou a eu des contacts avant, durant et après avec le Ministère des affaires étrangères. Les Russes ont pris note de ce qui se passait. Ça n'a pas créé de réactions particulières.

Vous avez rappelé la disposition de la Suisse à jouer un rôle de médiation. Est-ce réaliste, sachant que la Russie nous voit comme un pays ennemi?

La Russie n'a jamais utilisé le mot «ennemi». Elle parle de pays inamical. Et nous sommes un peu moins inamicaux que d'autres. Nous n'avons pas expulsé de diplomates, nous n'avons pas interdit les médias russes. Ce sont des nuances, mais elles changent quand même notre positionnement. C'est un exercice d'équilibre. La Suisse a toujours été d'avis que seul le dialogue peut résoudre les conflits.

Vous pensez encore qu'on pourrait, par exemple, défendre les intérêts russes à Kiev et les intérêts ukrainiens à Moscou?

Kiev nous a approchés pour qu'on exerce le mandat de puissance protectrice pour les citoyens ukrainiens habitant en Russie. Ça comporte les services consulaires ou la visite de prisonniers. Nous avons soumis

un projet aux Russes. Ils sont en train de l'analyser.

Est-ce que la défense par la Suisse des intérêts russes en Géorgie, et inversement, a été remise en question par Moscou?

Ça faisait partie des conséquences possibles de notre reprise des sanctions de l'UE. Mais Moscou n'a pas remis en question notre mandat.

Vous avez inventé la neutralité coopérative. Est-elle comprise?

Nous n'avons pas choisi cet adjectif au hasard. Certains pensent que la neutralité nous empêche de dire ce qui est bien et ce qui est mal. C'est faux. La neutralité nous empêche de prendre militairement part à une guerre. C'est différent. Notre Constitution dit quelles sont nos valeurs: la démocratie, la liberté, l'indépendance, la prospérité. Et c'est notre rôle à nous, autorités, de les défendre. Si la Russie viole l'ordre international fondé sur des règles qui sont l'alpha et l'oméga pour garantir la liberté d'un petit pays comme le nôtre, alors on ne peut pas regarder en silence, il faut condamner.

Un média ukrainien vous a demandé ce que vous feriez à la place de Zelensky: combattre jusqu'au dernier soldat ou né-

«Certains pensent que la neutralité nous empêche de dire ce qui est bien et ce qui est mal. C'est faux. La neutralité nous empêche de prendre militairement part à une guerre», estime Ignazio Cassis.

gocier le retrait des troupes? Est-ce qu'on s'attend à devoir trancher ce genre de dilemme quand on accède au pouvoir?

Aujourd'hui, oui. Mais combien de politiciens sont passés au Conseil fédéral depuis la Seconde Guerre mondiale avec la conviction que le continent européen ne vivrait plus de guerre sur son territoire? On pensait l'avoir éradiquée. Cette guerre est un choc incroyable, un changement d'époque. Jamais ma génération n'aurait pu imaginer ça. Si j'étais à la place du président Zelensky, j'aurais toutes les incertitudes qu'il a. Personne ne sait comment tout ça se terminera. Il vit des dilemmes phénoménaux, il sent la souffrance de sa population. Et il doit faire face aux attentes de toute la communauté internationale. Personne n'aimerait être à sa place.

Est-ce que cette guerre vous a appris des choses?

Ça m'a ouvert les yeux. Que la sécurité n'est pas donnée par Dieu, que la paix n'est pas donnée par Dieu, que la prospérité n'est pas donnée par Dieu, et qu'il faut les préserver. En Suisse, nous sommes dans un îlot de stabilité qui fait rêver tout être humain, sauf peut-être nous. C'est une leçon qu'il faut tirer de cette guerre: comprendre à quel point nous pouvons être heureux d'être là où nous sommes.

«Oui, je suis déçu que l'UE ne fasse pas un geste»

Quand Ursula von der Leyen est arrivée à Lugano, plusieurs observateurs se sont dit: «Elle s'est habillée aux couleurs de la Suisse.» Et vous?

Je me suis fait la même remarque. J'ai même souri. Chez les politiciens, les couleurs ne sont jamais anodines.

Et vous vous êtes dit quoi?

Je me suis dit: «C'est un bon signe!» Déjà, un bon signe qu'elle soit venue. Le dîner que nous avons partagé en mai à Davos a certainement aidé. Nous avons beaucoup parlé de la corruption, de la reconstruction et des efforts diplomatiques pour mettre fin à la guerre. Elle m'avait alors laissé entendre qu'elle viendrait à Lugano. Elle a tenu parole. C'est un geste amical envers la Suisse qui est bienvenu. J'es-

père qu'il pourra nous aider à surmonter les différences dans nos relations bilatérales.

Avez-vous pu avancer quelques pions en marge de la conférence?

Sur le plan de la relation interpersonnelle, oui. Mais ce n'était ni le bon endroit ni le bon moment pour discuter des relations Suisse-UE.

En nous mettant du côté de l'UE dans cette crise, est-ce que Bruxelles comprend que nous sommes des alliés fiables?

Ce sont les réflexions qu'Ursula von der Leyen a dû se faire pour arriver à Lugano et être habillée ainsi...

Il y a eu des gestes suisses: accueil des patients Covid,

reprise des sanctions, versement du milliard de cohésion, et maintenant ce sommet. Êtes-vous déçu que l'UE ne fasse pas un geste?

Oui. Depuis la décision du Conseil fédéral de stopper les négociations, nous avons fait des pas vers l'UE. Mais pour l'heure nous n'avons pas constaté de volonté de sa part de se rapprocher de nous. Pas même de poursuivre la coopération scientifique, qui n'a pourtant rien à voir avec l'accès au marché. L'UE veut mettre la pression. Je suis persuadé qu'il faut arrêter ce jeu qui ne fait que des perdants.

Vous pensez au programme Horizon Europe?

Oui, l'UE perd la Suisse qui est à la pointe de la recherche. Et

la Suisse perd l'accès à une partie de la communauté scientifique. Toutefois, je suis très heureux de voir que la France, par le président Macron, ait lancé l'idée d'une coopération européenne. J'ai pu en parler à Lugano avec le nouveau président du Conseil de l'UE, le premier ministre tchèque Petr Fiala. Il veut poursuivre ce débat autour d'une conférence dans son pays à laquelle il m'a invité.

En même temps, la Suisse n'a pas fait ses devoirs. On ne voit pas le début d'un consensus à l'interne...

C'est un vrai défi dans un pays à démocratie directe. Il est facile de dire que le Conseil fédéral doit avoir plus de courage. La Suisse est un pays où les décisions viennent d'en

bas et où le consensus doit être continuellement recherché. On a mené des discussions, fait des groupes de travail avec l'économie, les cantons, les partenaires sociaux, etc. Il y a des points sur lesquels rien ne bouge, comme la protection des salaires et la directive sur la citoyenneté. Le Conseil fédéral sait ce qu'il veut. Il a une piste. Maintenant, il faut transformer cette piste en rencontre. Mais pour y arriver, il faut que l'UE fasse également un pas.

Il n'y a pas que l'UE. Le parlement non plus, vous n'arrivez pas à le convaincre!

Le parlement est très souvent derrière le Conseil fédéral. C'est vrai toutefois qu'on sent chez certains élus une forte impatience. À ceux-là, je dis:

vous savez où le dossier est bloqué, alors mettez les mains dans le cambouis et allez sur le terrain au lieu d'énoncer des vœux qui ne sont pas réalistes.

Dans ce dossier, il faut que quelqu'un bouge. Sera-t-il plus facile de faire bouger l'UE ou les syndicats?

Il faut que les deux bougent. En ce sens, je trouve positif que Travail.Suisse entre en matière dans la réduction du délai d'annonce, c'est un bon signal. Quant à l'Union européenne, elle doit sortir de certains dogmes pour un intérêt supérieur: celui de ne pas avoir un résultat perdant-perdant. Si chacun fait un effort, on pourra stabiliser notre relation, voire l'étendre. Fl. Q.